

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 ÉVRY COURCOURONNES Cedex

ÉVRY COURCOURONNES, le 19/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AMI FONDERIE

18 rue Ampère
91430 IGNY

Références : D2024- 0570
Code AIOT : 0006504300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement AMI FONDERIE implanté 18 rue Ampère 91430 IGNY. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMI FONDERIE
- 18 rue Ampère 91430 IGNY
- Code AIOT : 0006504300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMI FONDERIE exploite une fonderie de zamak (alliages de zinc) et réalise des pièces en petite et moyenne série pour divers secteurs d'activité. Le site est spécialisé dans le secteur du bâtiment et dans le secteur électrique.

AMI FONDERIE fait partie du groupe ID Casting.

Monsieur DECLE précise que le site s'organise sur deux niveaux principaux :

- Niv 0 : montage et assemblage, travail mécanique des métaux, stockage des produits finis (niveau dénommé F2) ;
- Niv 1 : activité fonderie (niveau dénommé F1).

Monsieur DECLE précise que la société AMI FONDERIE n'est pas propriétaire du bâtiment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Positionnement dans la rubrique n°4310 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Demande d'action corrective	3 mois
18	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 1 - VLE rejets	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
19	Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 3 - autorisation de rejet	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
20	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 6.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
21	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 2 - consignes d'exploitation	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
22	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 3 - consignes de sécurité	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
25	Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 4 - FID	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
32	Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 4 - contrôle périodique CAPSIS	Lettre du 22/03/2021	Demande d'action corrective	3 mois
33	Analyse Méthodique des Risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Demande d'action corrective	3 mois
34	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
39	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Demande d'action corrective	3 mois
41	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Positionnement dans la rubrique n°2552-1 (A)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
2	Positionnement dans la rubrique n°4110-2 (A)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
3	Positionnement dans la rubrique n°2560-B-2 (DC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
4	Positionnement dans la rubrique n°2565-2-b (DC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
5	Positionnement dans la rubrique n°2565-4 (DC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
6	Positionnement dans la rubrique n°2575 (D)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
7	Positionnement dans la rubrique n°2921-b (DC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
8	Positionnement dans la rubrique n°2910 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
9	Positionnement dans la rubrique n°4130-2 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
10	Positionnement dans la rubrique n°4240.2 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
12	Positionnement dans la rubrique n°4320 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
13	Positionnement dans la rubrique n°4331 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Positionnement dans la rubrique n°4510 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
15	Positionnement dans la rubrique n°4511 (NC)	Lettre du 22/06/2021	Sans objet
16	Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 2 - plan réseaux eau	Lettre du 22/03/2021	Sans objet
17	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 5.5.2	Sans objet
23	Équipement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 8.1	Sans objet
24	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 2.3 du chapitre V du titre 3	Sans objet
26	État des stocks de matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3	Sans objet
27	Fiches des données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3	Sans objet
28	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3	Sans objet
29	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.2 du chapitre I du titre 3	Sans objet
30	Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Sans objet
31	Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - VL	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7	Sans objet
35	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
36	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
37	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
38	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
40	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 mai 2024 n'a pas permis de relever des écarts pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact sur l'environnement.

Toutefois, l'inspection a permis de relever la persistance d'écarts initialement constatés lors de l'inspection du 23 février 2021, concernant notamment la concentration en zinc dans les rejets eau, la surveillance des émissions atmosphériques, les consignes d'exploitation et le livret de sécurité et les fiches d'identification des déchets.

L'exploitant doit impérativement lever ces écarts dans les délais imposés. L'inspection des installations classées précise qu'une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale en cas de persistance de ces écarts lors de la prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement dans la rubrique n°2552-1 (A)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550). La capacité de production étant : 1. Supérieure à 2 t/j (A – 2) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2552-1 retenues sont : coulée sous pression de zamak au moyen de 25 presses à injecter, représentant une capacité maximale de métal fondu de 12,3 tonnes par jour.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que la capacité maximale de métal fondu est désormais de 3,18 tonnes/jour au moyen de 14 presses à injecter. L'inspection des installations classées précise que cette baisse de la capacité de production ne s'accompagne pas d'un changement de régime administratif dans la rubrique n°2552-1 de la nomenclature des installations classées, le seuil de classement dans le régime de l'autorisation étant de 2 tonnes/jour. Le site est toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°2552-1 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Positionnement dans la rubrique n°4110-2 (A)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021	
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature	
Prescription contrôlée :	
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 250 kg	(A-1)
Suites de l'inspection du 23/02/21 : R1 : L'exploitant doit confirmer son positionnement dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées, en confirmant notamment les quantités stockées pour les produits suivants : CONDAFOND CD 14, HOUGHTO-DRIVE HM 46, Fermapor K31-B-4 BULK.	
Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4110-2 retenues sont : CONDAFOND CD 14 : 600 kg HOUGHTO-DRIVE HM 46 : 200 kg Fermapor K31-B-4 BULK : 50 kg. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 850 kg.	
Constats :	
Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les quantités totales de produits classés dans la rubrique n°4110-2 susceptibles d'être présentes dans l'installation sont de :	
- CONDAFOND CD 14 : 4 fûts de 215 kg, soit 860 kg ;	
- HOUGHTO-DRIVE HM 46 : 50 kg (stock résiduaire), le produit étant remplacé par le RENOLIN B46, dont la quantité présente est de 3 fûts de 215 kg soit 645 kg. Toutefois, la Fiche de Données de Sécurité (FDS) du RENOLIN B46 précise que ce produit n'est pas classé comme dangereux aux termes du Règlement (CE) n°1272/2008 (CLP). Ce produit n'est donc pas classé dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;	
- Fermapor K31-B-4 BULK : 4 bidons de 25 kg, soit 100 kg.	
La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1 010 kg.	
L'inspection des installations classées précise que l'augmentation de la quantité totale de produits, par rapport à la situation actée par lettre préfectorale du 22 juin 2021 (soit 160 kg), est inférieure au seuil de l'autorisation dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées (250 kg).	
L'exploitant a précisé que les quantités déclarées correspondent aux quantités commandées et à des quantités maximales susceptibles d'être présentes. Le site est toujours soumis au régime de l'autorisation pour les activités classées dans la rubrique n°4110-2 de la nomenclature des installations classées.	
L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant la modification des quantités totales de produits susceptibles d'être présentes dans l'installation.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 3 : Positionnement dans la rubrique n°2560-B-2 (DC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2560-B-2 retenues sont : Puissance totale installée de l'ensemble des machines fixes : 265kW.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes est de 110 kW. L'exploitant précise que la baisse de la puissance déclarée par rapport à celle actée dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021 ne correspond pas à une modification des installations mais à une erreur dans la détermination de la précédente valeur transmise, qui incluait à tort la puissance des presses à injecter. L'inspection des installations classées précise que cette baisse de la puissance retenue s'accompagne d'une modification du régime administratif dans cette rubrique puisque cette activité devient non classée, le seuil de classement étant de 150 kW. L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site incluant cette modification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Positionnement dans la rubrique n°2565-2-b (DC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2565-2-b retenues sont : <ul style="list-style-type: none">• Machines à dégraisser les pièces après usinage : 1 cuve lessiviel de 80 litres• Machine à nettoyer les outillages : 1 cuve de 475 litres Volume total des cuves de traitement : 555 litres.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-2-b n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2565-2-b de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Positionnement dans la rubrique n°2565-4 (DC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2565-4 retenues sont : 3 vibrateurs avec une cuve de 400 litres chacun sont utilisés sur le site, représentant un volume total de 1 200 litres.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2565-2-b n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2565-4 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Positionnement dans la rubrique n°2575 (D)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW (D) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2575 retenues sont : 2 grenailleuses représentant une puissance de 18 kW, 1 sableuse représentant une puissance de 3 kW, Puissance totale des machines fixes installées : 21 kW
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2575 n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours soumis au régime de la déclaration pour les activités classées dans la rubrique n°2575 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Positionnement dans la rubrique n°2921-b (DC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2921-b retenues sont : 1 tour aéroréfrigérante de type circuit primaire ouvert, représentant une puissance thermique totale évacuée de 490 kW
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2921-b n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les activités classées dans la rubrique n°2921-b de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Positionnement dans la rubrique n°2910 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°2910 retenues sont : 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance thermique de 522 kW, 14 chalumeaux installés sur les presses, représentant une puissance de 140 kW Puissance thermique totale : 0,662 MW
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°2910 n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°2910 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Positionnement dans la rubrique n°4130-2 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4130-2 retenues sont : SOLUCOOL B314 : 25 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 25 kg, soit 0,025 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4130-2 n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4130-2 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Positionnement dans la rubrique n°4240.2 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Produits explosibles, à l'exclusion des produits explosifs. 2. Autres produits explosibles. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t (A-5) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4240.2 retenues sont : TB 1783 : 1 kg La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1kg, soit 0,001 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4240.2 n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4240.2 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Positionnement dans la rubrique n°4310 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4310 retenues sont : BONDERITE L-GP D23B ACHESON : 10 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 10 kg, soit 0,010 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que le produit BONDERITE L-GP D23B ACHESON a été remplacé par le BONDERITE L-GP D18A ACHESON. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité de ce produit. Par courriel du 29 mai 2024, l'exploitant a transmis la FDS du produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON. L'inspection des installations classées a constaté que cette FDS mentionne les mentions de dangers H222, H229, H319 et H336. L'exploitant doit vérifier, compte tenu des mentions de danger du produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON, si celui-ci est classable dans la rubrique n°4310 ou dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Positionnement dans la rubrique n°4320 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D). Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4320 retenues sont : SPECIAL RUST TREATMENT AEROSOL : 20 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 20 kg, soit 0,020 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4320 n'ont pas été modifiés depuis la mise à jour de la situation administrative transmise par courrier du 22 juin 2021. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Positionnement dans la rubrique n°4331 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4331 retenues sont : TB 1227E : 30 kg TERY ALCOOL DE SECURITE : 25kg PLONGYPRO : 15 kg TERY MULTI-USAGES SANITAIRES CLASSIQUE : 10 kg 9101 (Durcisseur 9100 Finitions) : 10 kg Diluant 160 : 10 kg 9103 (Durcisseur 9170/9180 Apprêts époxydiques renforcées) : 10 kg ThreeBond 6950D : 1 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 111 kg, soit 0,111 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées n'ont pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit TB 1227E qui a été remplacé par le produit TB1217P. Or, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité de ce produit, laquelle mentionne "Le produit n'est pas classifié selon le règlement CLP". Le produit TB1217P n'étant pas classé, l'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour des produits concernés par le classement dans la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Positionnement dans la rubrique n°4510 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4510 retenues sont : RENOLIN MAX N2 : 500 kg ANTICORIT DFO 6301 : 400 kg ECOCOOL MSC-BF2 : 200 kg PRO-RENOV : 50 kg DETERGENT BACTERICIDE SURODORANT LAVANDE : 50 kg SOLUCOOL B328 : 25 kg Aircol PD 32 : 25 kg RENOCLEAN : 25 kg 9170 / 9180 Apprêts époxydiques renforcés (Base) : 10 kg 9100 Finitions Epoxydiques Haute Performance (Base) : 10 kg W5 Spray Javel 3 en 1 : 5 kg Le VRAI PROFESSIONNEL BACTOPIN PLUS : 5 kg SPECIAL RUST TREATMENT AEROSOL : 5 kg STARFLORE PARFUM TENDANCE : 1kg STARFLORE PARFUM LAVANDE : 1 kg STARFLORE PARFUM AMBIANCE : 1 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1,31 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4510 de la nomenclature des installations classées n'ont pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit ANTICORIT DFO 6301 dont la quantité stockée est désormais de 200 kg. L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site prenant en compte cette modification. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4510 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Positionnement dans la rubrique n°4511 (NC)

Référence réglementaire : Lettre du 22/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature
Prescription contrôlée : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC) Par lettre préfectorale du 22 juin 2021, les caractéristiques des installations classées dans la rubrique n°4511 retenues sont : VIBROLIQ DFL : 400 kg LUBSEC HP 700 : 200 kg TERGI INOX : 5 kg Pow-R-Wash® PR : 2 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 607 kg, soit 0,67 tonne.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les éléments caractéristiques dans la rubrique n°4511 de la nomenclature des installations classées n'ont pas été modifiés par rapport aux éléments actés dans la lettre préfectorale du 22 juin 2021, sauf pour le produit VIBROLIQ DFL dont la quantité stockée est désormais de 215 kg (1 fût). L'inspection des installations classées transmettra à l'exploitant une mise à jour de la situation administrative du site prenant en compte cette modification. Le site est toujours non classé pour les activités classables dans la rubrique n°4511 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : A titre de remarque, l'inspection des installations classées relève que l'emplacement de deux des trois disconnecteurs mentionnés sur ce plan semblent être erronés. Ils semblent être installés sur le réseau de collecte des eaux pluviales. Ce point doit être corrigé.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté le plan intitulé "AMI FONDERIE NIVEAU 0 - mise à jour le 09/10/19". Le plan présenté lors de l'inspection du 23/02/2021 n'a pas été modifié, l'emplacement de deux des trois disconnecteurs mentionnés sur ce plan est erroné. Les disconnecteurs semblent être installés sur le réseau de collecte des eaux pluviales. Par courriel du 29 mai 2024, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan intitulé "AMI FONDERIE NIVEAU 0". Ce plan porte la mention "mise à jour le 29/05/2024". L'emplacement des disconnecteurs a été modifié. Les disconnecteurs apparaissent bien sur le réseau d'alimentation en eau potable. Le schéma présenté est conforme aux prescriptions de l'article 5.3.2 de l'arrêté n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Les effluents aqueux rejetés aux points n°2 et n°3, visés à l'article 5.4.4. doivent faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous :
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté le rapport d'essais intitulé "Prélèvement d'eau résiduaire (ponctuel) - AMI FONDERIE SAS" réalisé par APAVE et daté du 27/01/2023. Ce rapport indique que les prélèvements devaient être réalisés dans les eaux pluviales et dans les eaux usées. Toutefois, le rapport précise : "aucun écoulement n'a été observé sur le rejet n°1 : eaux pluviales lors de nos 3 interventions. En l'absence de rejet, aucun échantillon n'a pu être constitué" L'exploitant a bien sollicité la surveillance des rejets des eaux pluviales et des eaux usées. Ce rapport datant de l'année 2023, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a répondu aux prescriptions de l'article 5.5.2 de l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant les fréquences de contrôle des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

5.4.6 Caractéristiques des rejets

Valeurs limites d'émission des eaux avant rejet dans le milieu récepteur

Paramètres	Point de rejet n°1 (EP)	Point de rejet n°2 (eaux usées et effluents issus des vidanges de la tour aérotéfrigérante, des purges de la chaudière et des lavages des sols des ateliers)		Point de rejet n°3 (El issu des vidanges de la tour aérotéfrigérante)
	Concentration maximale [mg/l]	Concentration maximale sur 24 heures [mg/l]	Concentration maximale instantanée [mg/l]	Concentration maximale [mg/l]
pH	5,5-8,5	5,5-8,5	-	5,5-8,5
MES	35 mg/l	600 mg/l	800	600 mg/l
DBO5	35 mg/l	800 mg/l	1000	800 mg/l
DCO	125 mg/l	2000 mg/l	2600	2000 mg/l
NTK	2 mg/l	150 mg/l	200	-
Phosphore total exprimé en P	0,2 mg/l	50 mg/l	65	-
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	5 mg/l	10	-
AOX	-	-	-	1 mg/l
Métaux totaux	-	15 mg/l	30	15 mg/l
Chrome hexavalent	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Cyanures	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Tributylétain	-	-	-	C. inférieure au seuil de détection
Zinc	-	2	2,6	-
Cuivre	-	0,5	0,7	-
Fer, aluminium et composé en Fe+Al	-	5	10	-
Indice phénols	-	0,3	-	-

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer qu'il respecte des caractéristiques des rejets imposés par l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011

Constats :

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté le rapport d'essais intitulé "Prélèvement d'eau résiduaire (ponctuel) - AMI FONDERIE SAS" réalisé par APAVE et daté du 27/01/2023.

Les paramètres analysés sont conformes à la surveillance prescrite par l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011. Toutefois, l'exploitant devra confirmer avec son prestataire que le paramètre phosphore mesuré correspond bien au phosphore total. Par ailleurs, si l'ensemble des métaux font bien l'objet d'une surveillance, les paramètres "métaux totaux" et "Fer, aluminium et composé en Fe+Al" ne sont pas présentés.

Concernant le respect des valeurs limites, l'inspection des installations classées constate que les concentrations en indice hydrocarbures et en zinc ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 5.4.6 de l'arrêté du 25 octobre 2011.

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'un lavabo avec bac de décantation, permettant de limiter les rejets en zinc dans les eaux usées lors du lavage des mains, est en commande et sera installé lors du prochain arrêt technique (semaine 32 à 34).

Par courriel du 13/06/24, l'exploitant a transmis le courriel du fournisseur de ce lavabo indiquant que la commande est en cours de fabrication.

L'exploitant doit justifier qu'il respecte les caractéristiques des rejets imposés par l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral n°2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/586 du 25 octobre 2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 3 - autorisation de rejet

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Pour le cas des rejets dans une station collective, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : Cet arrêté mentionne à l'article 5.4.4 « localisation des points de rejet » : autorisation et convention n°CSD.91312.2009.002. L'exploitant doit s'assurer auprès du SIAVB que ce document est toujours valable.

Constats :

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les démarches avec le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) ne sont pas finalisées.

L'exploitant a présenté le courriel de rappel qu'il a adressé au SIAVB le 15 février 2024.

L'exploitant doit s'assurer auprès du SIAVB que l'autorisation n°CSD.91312.2009.002 est toujours valable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Surveillance des émissions atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 6.3.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés aux points n°1 à n°5 visés à l'article 6.2.2 doivent faire l'objet d'un contrôle (en concentration) par un organisme agréé suivant le programme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Points de rejet n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5
Périodicité des contrôles	Tous les 3 ans
Poussières	X
Zinc (Zn)	X
Aluminium (Al)	X
Magnésium (Mg)	X
Cuivre (Cu)	X

Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 :

Par courriel en date du 18 février 2021, l'exploitant a de nouveau transmis le rapport réalisé par la société ISPIRA suite à l'intervention du 15/11/2018.

Conformément aux dispositions de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, les rejets atmosphériques doivent faire l'objet d'un contrôle tous les trois ans.

Les rejets atmosphériques du site devront donc être contrôlés avant le 15/11/2021.

Constats :

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté le rapport d'évaluation des émissions de la fonderie AMI (ID CASTING) - Igny (91) réalisé par ISPIRA et daté du 30/11/2021.

L'exploitant a précisé qu'un nouveau contrôle est prévu en 2024.

L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- l'exploitant respecte la fréquence de contrôle des rejets atmosphériques imposée par l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011 ;
- le rapport présenté ne mentionne pas le zinc parmi les paramètres mesurés ;
- 4 points de rejet ont été mesurés, alors que 5 points sont mentionnés à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011. L'exploitant a précisé que cette modification est due à la suppression de la fonderie F2.

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011 font bien l'objet d'une surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 21 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 2 - consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation. Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- les modes opératoires ;- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité. Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : L'inspection des installations classées relève toutefois que certains éléments ayant vocation à être intégrés dans les consignes d'exploitation existent, même si les consignes d'exploitation n'ont pas été rédigées conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 novembre 2008.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas modifié les consignes d'exploitation depuis l'inspection réalisée le 23 février 2021. L'exploitant doit établir des consignes d'exploitation conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consignes de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associées sans permis de travail, comme indiqué à l'article 5 ci-après ; - les conditions de délivrance des « permis de travail » et des « permis de feu » visés à l'article 4 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <p>Constat fait lors de l'inspection du 23/02/21 : Lors de l'inspection du 23 février 2021, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un livret de sécurité conforme aux dispositions de l'article 3.2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas modifié les consignes de sécurité depuis l'inspection réalisée le 23 février 2021.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de présenter un livret de sécurité conforme aux dispositions de l'article 3.2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Équipement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2011, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie au paragraphe généralités du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés aux moins une fois par an.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique Q4 édité par CLIMEX le 17/04/2024. Ce document précise que "l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4". Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- un extincteur portant le numéro 35 est installé au niveau de la zone de stockage des produits. Cet extincteur a été mis en service en mars 2024 ;- à proximité de la zone de stockage, un extincteur d'une capacité de 6 kg de poudre ABC et portant le numéro 50 a été vérifié en mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 2.3 du chapitre V du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté les rapports de vérifications des installations électriques réalisés par APAVE et daté du 19/08/22 et du 04/09/23. Ces rapports mentionnent respectivement 21 écarts (dont 9 sont nouveaux) et 22 écarts (dont 2 sont nouveaux). L'exploitant a également présenté le certificat Q18 élaboré par APAVE et daté du 04/09/23. Ce certificat précise que la vérification a consisté en « une vérification complète des installations électriques de l'établissement » et mentionne "Nous déclarons que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". L'inspection des installations classées considère que le matériel électrique est entretenu en bon état conformément aux dispositions de l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – NC 4 - FID

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les fiches d'identification des déchets sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les certificats d'acceptation préalable des déchets dangereux par les exploitants des installations de traitement destinataires desdits déchets. Ces certificats ne peuvent avoir une validité supérieure à un an. Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : L'exploitant n'a pas réalisé de fiches d'identification des déchets conformes aux dispositions de l'article 4.4 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que les fiches d'identification des déchets n'ont pas été modifiées depuis la précédente inspection. L'exploitant doit réaliser des fiches d'identification des déchets conformes aux dispositions de l'article 4.4 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008-PREF-DCI3/BE 0180 du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : État des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté qu'un état des stocks est affiché au niveau de la zone de stockage de produits dangereux. Cet état des stocks mentionne les produits dangereux détenus ainsi que les quantités maximales détenus, conformément aux dispositions de l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Fiches des données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité des produits suivants : CONDAFOND CD14, RENOLIN B46 et Fermapor K31-B-4 mais n'a pas été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité du produit BONDERITE L-GP D18A ACHESON. Toutefois, l'exploitant a transmis cette FDS par courriel du 29 mai 2024. La fiche de données de sécurité transmise : <ul style="list-style-type: none">- est rédigée en français ;- porte la mention "selon le règlement (CE) n°1907/2006 dans sa version révisée" ;- comporte 16 rubriques. L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie de la FDS, qui présente les moyens d'extinction appropriés en cas de sinistre. Notamment, cette rubrique précise que les moyens d'extinction suivants sont appropriés : vaporisation d'eau, dioxyde de carbone, mousse, poudre. L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a répondu à la prescription de l'article 8.7 de l'arrêté du 14/11/2008. Toutefois, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les fiches des données de sécurité doivent être tenues en permanence à disposition.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.7 du chapitre I du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les contenants stockés sur la zone de stockage des produits portent bien un étiquetage lisible mentionnant la dénomination de leur contenu, conformément aux dispositions de l'article 8.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2008, article 8.2 du chapitre I du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume à au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les stockages de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont bien associés à une capacité de rétention, conformément aux dispositions de l'article 8.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté les documents suivants : – le rapport d'analyses 2023-26974 édité par CAPSIS le 27/12/2023 (prélèvement du 15/12/2023), relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante ; – le rapport d'analyses 2024-02691 édité par CAPSIS le 22/02/2024 (prélèvement du 09/02/2024, relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante ; – le rapport d'analyses 2024-07586 édité par CAPSIS le 16/04/2024 (prélèvement du 05/04/2024, relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante. Les rapports d'analyses transmis précisent que les analyses des Legionella spp et Legionella pneumophila ont été réalisées conformément à la norme NF T90-431. Par ailleurs, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est bien bimestrielle, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila - VL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

I. Entretien préventif et surveillance de l'installation

1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Constats :

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté les documents suivis :

- le rapport d'analyses 2023-26974 édité par CAPSIS le 27/12/2023 (prélèvement du 15/12/2023), relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante ;
- le rapport d'analyses 2024-02691 édité par CAPSIS le 22/02/2024 (prélèvement du 09/02/2024, relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante ;
- le rapport d'analyses 2024-07586 édité par CAPSIS le 16/04/2024 (prélèvement du 05/04/2024, relatif à l'analyse des Legionella spp, dont Legionella pneumophila dans les eaux de la Tour Aéro-Réfrigérante.

Les rapports présentés par l'exploitant mentionnent des concentrations en Legionella spp et Legionella pneumophila < 100 UFC/L. La surveillance réalisée par l'exploitant montre que la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit est à un niveau inférieur à 1000 unités formant colonies par litre d'eau, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Suite de l'inspection du 23/02/21 – R 4 - contrôle périodique CAPSIS

Référence réglementaire : Lettre du 22/03/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Tour aéroréfrigérante
Prescription contrôlée : Constat fait lors de l'inspection du 23/02/2021 : R 4 : L'exploitant doit s'engager à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de contrôle périodique de CAPSIS. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que des actions correctives ont été mises en œuvre suite au rapport de contrôle périodique de CAPSIS. L'exploitant précise qu'il n'a pas d'élément de traçabilité permettant d'en faire le suivi. Les actions mises en œuvre suite au rapport de contrôle périodique de CAPSIS doivent être formalisées et conservées, conformément à la demande de l'inspection des installations classées transmise par lettre préfectorale du 22 mars 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 33 : Analyse Méthodique des Risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
Prescription contrôlée : I. Entretien préventif et surveillance de l'installation 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a déclaré que l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) serait mise à jour en 2024. La dernière AMR réalisée étant celle datant du 7 janvier 2021, l'exploitant n'a pas respecté la fréquence de mise à jour de ce document, qui doit être revu au moins tous les deux ans, conformément aux dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté du 14 décembre 2013. Par courriel du 5 juin 2024, l'exploitant a transmis l'ordre d'achat n°20967 pour la réalisation d'une analyse méthodique de risque Légionelle par la société CAPSIS. L'exploitant a par ailleurs précisé que l'intervention sera réalisée le 24 juin 2024. Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne propose pas à Madame la Préfète de l'Essonne de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cette analyse, comme cela a été envisagé dans un premier temps du fait de l'absence d'élément justifiant la réalisation d'une analyse méthodique des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 34 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une liste de tous les équipements soumis à la réglementation des équipements sous pression indiquant, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant doit détenir cette liste et la tenir à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression, conformément aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017. L'inspection des installations classées a réalisé le contrôle documentaire, par échantillonnage, sur les équipements portant le numéro APAVE G114726 et G129382.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 35 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté : - le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n°3-154868 portant sur l'équipement n° APAVE G114726 ; - le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n°412889 portant sur l'équipement n°APAVE 1293820. Ces compte-rendus concluent : "Les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 36 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n°3-154868 portant sur l'équipement n° APAVE G114726, l'inspection ayant été réalisée le 28/12/2017 ;- le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n°412889 portant sur l'équipement n°APAVE 1293820, l'inspection ayant été réalisée le 02/01/2024. <p>L'échéance de l'inspection périodique de l'équipement n°APAVE G114726 est échue. Toutefois, l'exploitant a également présenté l'attestation de requalification périodique de cet équipement, réalisée par l'APAVE et datée du 22/08/2022. Cette requalification tient lieu d'inspection périodique.</p> <p>Toutefois, l'inspection des installations classées précise à l'exploitant que l'inspection périodique aurait dû être réalisée dans un délai de 48 mois à compter de la précédente inspection, soit avant le 28/12/2021. L'inspection des installations classées rappelle qu'il appartient à l'exploitant de s'organiser pour respecter les échéances réglementaires sous peine de sanctions administratives.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que les échéances de l'inspection périodique sont conformes aux dispositions de l'article 15.I de l'arrêté du 20 novembre 2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 37 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté :

- l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression n°239602 portant sur l'équipement n°APAVE G114726 ;

- l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression n°3-134116 portant sur l'équipement n°APAVE 1293820.

Les résultats de ces requalifications périodiques mentionnent : "La requalification périodique est prononcée : Oui"

Type de suites proposées : Sans suite

N° 38 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression n°3-73690 portant sur l'équipement n°APAVE G114726, datée du 21/08/12 ;- l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression n°239602 portant sur l'équipement n°APAVE G114726, datée du 22/08/22 ;- le compte rendu d'inspection de requalification d'équipement sous pression portant sur l'équipement n°APAVE 1293820, datée du 17/08/06.- l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression n°3-134116 portant sur l'équipement n°APAVE 1293820, datée du 19/08/16. <p>Les requalifications périodiques ayant été réalisées dans un délai de dix ans à compter de la précédente requalification, les échéances sont conformes aux dispositions de l'article 18.I de l'arrêté du 20/11/2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 39 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a vu une plaque APAVE sur l'équipement sous pression portant le numéro G129382. Toutefois, cet équipement devrait comporter une autre plaque d'identification, comportant ses caractéristiques principales. L'inspection des installations classées relève un écart sur ce point dans l'attente d'éléments complémentaires de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 40 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté, par échantillonnage sur les équipement n°APAVE G114726 et G129382, que les équipements sont maintenus en bon état, conformément aux dispositions de l'article R. 557-14-2 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 41 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Lors de l'inspection du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées a vu une plaque APAVE sur l'équipement sous pression portant le numéro G129382. Toutefois, cet équipement devrait comporter une autre plaque d'identification, comportant ses caractéristiques principales et sur laquelle devrait être apposé le marquage correspondant à la requalification périodique de l'équipement (réalisée le 19/08/2016). L'inspection des installations classées relève un écart sur ce point dans l'attente d'éléments complémentaires de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

